

«Voler une banque est bien moins grave qu'en créer une», Bertold Brecht.

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

1€

Mai - Juin 2009 - N° 27

L'invité du DR

Pierre PIERART :
Obama vise à renforcer l'OTAN

Social

Nico CUE :
Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Elections 2009

Européennes

Dix virages à gauche pour changer l'Europe

Régionales

**En Wallonie
La liste PC-GE**

**A Bruxelles
Une expérience unitaire**

Opinions

**La conférence de l'ONU à Genève
La problématique du racisme sous la tutelle d'Israël**

Le cycle vicieux de violence de l'OTAN

Éditorial:

Les rendez-vous de toutes les révoltes



Lorsque les actionnaires d'*Arcelor-Mittal* ont décidé la fermeture d'usines et de hauts-fourneaux un peu partout à travers la planète, et notamment à Liège et Gand en Belgique, peu leur importait le fait que ces décisions entraînent immédiatement la ruine de milliers de familles de travailleurs qui ont, pourtant, permis à ces mêmes actionnaires d'empocher de fabuleux dividendes (presque 7 milliards d'euros de bénéfices pour le seul exercice de 2008). Plus symbolique encore, ces mesures ont entraîné immédiatement une progression de presque 4% des cotations en bourse de cette multinationale avec à la clef encore un meilleur rendement pour ces mêmes actionnaires/décideurs et pour les boursicoteurs qui ont spéculé en misant sur la «rentabilité boursière» de ces licenciements. Difficile, nous semble-t-il, d'avoir un meilleur portrait de la nature profonde du système capitaliste et de son fonctionnement.

À Londres et, très symboliquement, presque en même temps, les grands architectes de ce système se sont réunis en sommet pour, disent-ils sans rire,

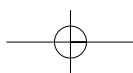
«refonder» le capitalisme, le doter d'une certaine moralité et interdire les paradis fiscaux où ce système puise pour une bonne part ses ressources et sa force de frappe financière. Vaste blague. Ces gens là, réunis dans leurs élégants salons, ne font précisément qu'organiser le sauvetage de leur monde en faillite, ainsi que résister et réprimer la résistance qui partout commence à s'organiser. Réprimer en effet, devant même les palais londoniens où la police de sa gracieuse majesté n'a pas hésité à provoquer la mort d'un modeste citoyen qui avait osé croiser leur chemin. Réprimer également à Strasbourg lors des manifestations anti-OTAN où le gouvernement Sarkozy a mis en œuvre un plan répressif avec la complicité aujourd'hui avérée de casseurs afin de faire avorter une manifestation via laquelle des dizaines de milliers de citoyens venaient faire état de leur opposition à la nouvelle civilisation militarisée que l'OTAN et ses complices nous préparent.

Face à cela, toutes les luttes, toutes les colères, toutes les révoltes sont les bienvenues. Celles, bien entendu des

mobilisations sociales, des grèves, de la rue. Celles aussi des rendez-vous citoyens telles les élections européennes et régionales de ce 7 juin, des élections pour lesquelles notre Parti sera présent, à l'Europe, à Bruxelles et dans les 13 circonscriptions wallonnes. Afin de marquer son ancrage européen fort au sein du PGE (Parti de la Gauche Européenne), afin également de traduire concrètement le fait qu'il s'agit de listes ouvertes (avec présence de nombreux candidats d'ouverture, notamment du Parti Humaniste) nous nous présenterons pour la première fois sous le sigle PC-GE (Parti Communiste - Gauche Européenne)¹. La liste PC-GE a obtenu le numéro 20, un «vin» qui cette année aura donc une jolie robe rouge vif, et pas un petit rosé aux reflets violets.

Rendez-vous donc dans les rues (notamment le 15 mai à Bruxelles pour la manifestation syndicale et pour notre meeting international) et dans les urnes pour les nouvelles batailles qui s'annoncent!●

¹À Bruxelles, pour le scrutin régional, le Parti conduira une liste de cartel baptisée «PC-LCR-PSL-PH».



Pierre Piérart :

«Les manières d'Obama visent à renforcer l'OTAN au détriment de l'ONU»

Pierre Piérart, biologiste et professeur universitaire à la retraite, continue à se battre pour la paix et contre les forces du complexe militaro-industriel. Bien que gravement atteint par la maladie de Lyme (Borréliose) contractée durant ses recherches en mycologie, il assure la vice-présidence de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW).

Organisateur de campagnes contre la présence des armes nucléaires en Belgique et pour l'adhésion de nos communes à une initiative lancée par le maire d'Hiroshima en vue d'un désarmement nucléaire en 2020, Pierre nous fait l'honneur de répondre à nos questions.

Le Drapeau Rouge : C'est bien votre attirance pour les questions écologiques qui vous a conduit vers l'activité politique proprement dite. Pouvez-vous nous parler un peu de votre parcours ?

Pierre Piérart : Effectivement, comme biologiste, j'ai enseigné pendant plus de 40 ans et j'ai fait de la recherche dans plusieurs secteurs de cette discipline, dont l'écologie. Et j'ai de plus en plus pris conscience que les problèmes d'environnement et de développement durable étaient finalement intimement liés aux questions de la paix et de la guerre. J'ai été conforté dans cette position par la remarque d'un collègue américain qui disait *«il est impossible de s'intéresser aux problèmes d'environnement sans être pacifiste»*. C'est ainsi que je suis devenu membre de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la



guerre nucléaire, et que j'ai d'ailleurs créé sa filiale pour les étudiants de l'Université de Mons Hainaut (UMH)... Dans le même ordre d'idée, j'ai rejoint le mouvement Ecolo dès sa création.

DR : Pourquoi avez-vous quitté Ecolo ?

PP : Le mouvement Ecolo a connu une lente dérive. Tout au début du mouvement, Ecolo était très engagé dans les questions de la paix. On y parlait de quitter l'OTAN ! Mais ce mouvement était assez disparate, la composante de gauche devenait de plus en plus faible... et par-dessus le marché les questions de politique étrangère et de paix devenaient un problème de plus en plus secondaire. Ils me présentaient sur leur liste électorale comme le pacifiste de service... J'étais de plus en plus frustré par la position d'Ecolo sur l'élargissement de l'OTAN en 1999, puis sur la guerre contre la Yougoslavie, puis sur le transit par nos voies ferrées du matériel militaire US à destination de l'Irak, alors que le ministre des Transports de l'époque était Ecolo !

La goutte qui a fait déborder le vase... et je dirais plutôt «l'ouragan qui a provoqué la rupture du barrage», s'est produit lors d'une assemblée générale d'Ecolo

consacrée au programme préélectoral en 2003. Dans la partie «politique étrangère», le mouvement Ecolo réclamait le retrait des bombes nucléaires de Kleine Brogel. Parfait. Comme membre, j'ai usé de mon droit de proposer un amendement, selon lequel le gouvernement, au cas où il n'obtiendrait pas gain de cause, devrait envisager de se retirer de l'OTAN, afin de ne plus se trouver en infraction avec le Traité de Non-Prolifération. À ce moment, un membre influent, devenu par la suite eurodéputé, a bondi sur le podium pour faire un incroyable panégyrique de l'Alliance atlantique. Ma proposition n'a même pas été soumise au vote, elle a été retirée. J'ai compris dès cet instant que je ne pourrais plus être entièrement solidaire de ce mouvement.

DR : Il y a exactement dix ans, lors des bombardements de la Yougoslavie, vous étiez parmi les fondateurs du Comité de Surveillance OTAN, dont vous êtes actuellement le président...

PP : J'ai été complètement sidéré par cette agression, criminelle dans le sens le plus strict... Les négociations de Rambouillet étaient un ultimatum de guerre pur et simple, que Madeleine Albright savait d'avance inacceptable. On y exigeait en particulier l'occupation militaire par l'OTAN de tout le territoire yougoslave ! Après cet ultimatum, l'apocalypse s'est déchaînée avec 79 jours de destruction systématique des infrastructures du pays, la contamination de son sol par l'uranium appauvri – et même enrichi, selon des analyses récentes faites par des laboratoires allemands –, la destruction systématique d'un patrimoine historique et culturel inestimable. Ponts, écoles, hôpitaux, usines chimiques, raffineries ont été bombardés. Toutes sortes d'armes nouvelles ont été testées, bombes à graphite, bombes à sous munitions, obus à uranium appauvri...

Il est scandaleux que le monde occidental se bouche les yeux et les oreilles

devant l'insupportable tragédie subie par la Serbie. Franz Weber, un militant suisse pour la conservation de la nature et la défense de la paix, a prononcé un discours remarquable à Belgrade en mars dernier, à l'occasion du dixième anniversaire de cette attaque; il déclara que «ce crime doit être réparé devant l'Histoire, soit pénalement par le Tribunal de La Haye, soit moralement par le Tribunal de la Conscience Humaine», il déclare que «si nécessaire, ma Fondation organisera à Genève ce procès de la vérité».

C'était la première guerre directement menée par l'OTAN sur le territoire européen, dont elle devait en principe assurer la paix et la sécurité. L'OTAN, dont l'existence ne se justifiait plus en tant qu'Alliance défensive à cette époque, devenait une machine de guerre soutenue par les médias et les politiciens. Les rares journalistes qui ont voulu critiquer ce scandale ont été rapidement muselés.

DR: Mais ce ne sont pas seulement les grandes puissances impérialistes qui violent ainsi le droit international. Vous avez souvent dénoncé des pratiques de la Belgique que vous estimez illégales et même anti-constitutionnelles...

PP: Tout à fait. La Belgique non seulement viole le Traité de Non Prolifération (TNP) en accueillant des bombes nucléaires sur son territoire, mais elle a violé le droit international en participant aux bombardements de la Yougoslavie, elle viole actuellement le droit international en bombardant l'Afghanistan avec ses F16, au sein d'une mission soi-disant de maintien de la paix.

Le gouvernement essaye de camoufler ces infractions au droit avec des interventions militaires de type humanitaire, avec l'envoi de soldats au Liban pour déminer, avec des miettes pour la reconstruction en Afghanistan, une infime partie de ce qui est mis dans le militaire. Il y a comme cela une attitude assez hypocrite de la part de notre gouvernement, pour faire avaler la

couleuvre militaire à l'opinion publique.

DR: Quid de la participation militaire de la Belgique dans des missions dites de résolution de conflits ou de lutte contre le terrorisme ?

PP: La participation militaire de la Belgique dans le cadre de l'ONU se justifie. Dans le cadre de l'OTAN elle est inacceptable. Elle est en contradiction avec le droit international, et la Charte des Nations Unies. La position des ministres De Gucht et surtout De Crem est lamentable, pour ne pas dire plus. De Crem est un idéologue aveuglé par son pro-atlantisme, il est convaincu, en envoyant nos militaires dans le borborygme afghan, de participer au sauvetage de la planète. Si on observe le budget, la partie consacrée au militaire dépasse, et de très loin, celle affectée à la reconstruction et au social. Ce n'est certainement pas la bonne voie pour résoudre les conflits ou lutter contre le terrorisme.

DR: Quelle est l'actualité de la lutte contre l'OTAN ?

PP: L'OTAN vient de fêter son soixantième anniversaire dans une ambiance de violente répression policière dans les rues de Strasbourg. Au même moment les dirigeants des pays membres s'accordaient sur la politique à suivre pour renforcer encore cet appareil militaire. Les manières du nouveau président américain et sa politique vont dans le sens de mieux assurer le renforcement de l'OTAN au détriment des Nations Unies dans la gestion de la vie internationale.

Le Comité de Surveillance OTAN a participé avec beaucoup de conviction au «contre-sommet» de l'OTAN. Je pense que la mobilisation internationale des mouvements de la paix contre l'impérialisme otanien a été un franc succès, et même un succès inespéré. Par contre, le déploiement incroyable des forces de l'ordre diligentées par Sarkozy, alliées aux provocations diverses, sont parvenues à faire capoter une grande partie de ce qu'on espérait

réaliser. Les médias ont joué leur rôle en manipulant le public et en assimilant les pacifistes aux casseurs. Il sera nécessaire de reprendre la lutte contre cette machine de guerre bien organisée qu'est l'OTAN en modifiant notre stratégie. Les manifestants ont été coincés dans une souricière par la police, en suivant la même tactique que lors du G-20 à Londres. Les mouvements de la paix doivent établir un bilan précis des exactions commises par les forces de l'ordre.

DR: Vous êtes assez actif dans l'initiative d'adhésion des villes et communes belges au réseau international initié par le Maire d'Hiroshima. Quelle actualité voyez-vous à cette bataille contre l'oubli de ce crime de civilisation que furent les bombardements atomiques ?

PP: Grâce en fait à Pol d'Huyvetter, la Belgique a très activement rejoint le mouvement des *Mayors for Peace*, les maires pour la paix qui s'associent au maire d'Hiroshima pour réclamer une convention sur les armes atomiques, en vue d'aboutir à un désarmement nucléaire total en 2020. Près de la moitié des communes belges ont signé.

Ce mouvement international exerce une pression auprès des gouvernements pour accélérer le désarmement nucléaire. Il a le grand mérite d'exiger de la part des puissances nucléaires un agenda, un calendrier précis, pour enfin respecter l'article 6 du TNP qui précise qu'elles doivent s'engager de bonne foi dans le désarmement nucléaire. La Cour Internationale de justice de La Haye avait considéré en 1996 ce point comme essentiel pour être en accord avec le droit international. Tout le monde déclare qu'«il faut désarmer», mais on ne sait pas si c'est pour l'an 2100 ou 2500... Devant cette inertie des gouvernements occidentaux, le maire d'Hiroshima a donc utilisé une tactique venant «de la base».

Propos recueillis par
PABLO RODRIGUEZ

Lutter sur le terrain et dans les urnes..
Elections régionales en Wallonie : Votez pour les listes PC-GE !



Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Le système idéologique dominant, celui des banquiers, des patrons, des Reynders et de la droite, s'écrase. L'ampleur du cataclysme inciterait n'importe qui à la modestie. Pas eux. Ils veulent nous faire payer leur crise ! La négociation de l'accord interprofessionnel et maintenant celui des accords sectoriels en sont des exemples supplémentaires.

Les entreprises ont engrangé des profits pharaoniques ces dernières années. Une proportion décroissante de ceux-ci a été réinvestie dans l'outil de production, dans la recherche et le développement. Le reste a alimenté la machine financière qui vient de se détraquer.

Nous avons déjà payé l'erreur stratégique des capitalistes de trois manières : par le freinage des salaires, par l'allongement du temps de travail et par le développement d'un chômage massif.

Ils ont joué. Rien ne va plus. Les jeux sont faits. Ils ont perdu et nous appellent à la caisse ! C'est hallucinant...

Le patronat belge refuse aujourd'hui toute possibilité d'augmentation de salaire brut pour les prochaines années. Il cadenasse la liberté de négocier dans les secteurs. Il consent à peine une augmentation du pouvoir d'achat. Mais, bien pire, il impose de nouvelles contraintes en matière de libertés syndicales !

Le capitalisme ne règle pas les problèmes qu'il crée...

Le libéralisme nous fait avaler de vilaines couleuvres. Un exemple ? Cette idée selon laquelle l'intérêt de tous pourrait résulter de l'addition des égoïsmes individuels. C'est le principe à la base même des dérégulations voulues par tous les gouvernements libéraux depuis



Nico CUE, Secrétaire Général MWB-FGTB.

vingt ans et dont on mesure les conséquences aujourd'hui.

Selon ces idéologues, le capitalisme serait *«l'ordre naturel des sociétés humaines»*. Autre sornette !

L'économie capitaliste est complexe. Elle s'impose à nous et, pour y résister, nous devons la comprendre. Même s'il faut éviter les simplifications et si elle camoufle parfois des réalités concrètes derrière d'épais écrans de fumée.

Pour tourner correctement, elle doit réaliser des profits. Beaucoup de profits. De plus en plus... C'est la définition même du capitalisme : l'accroissement et la concentration des capitaux. Et il faut trouver des débouchés où investir ces masses croissantes d'argent. Ce doit être obligatoirement dans des secteurs où des gains de productivité importants sont possibles. Pourquoi ? Parce que les richesses nouvellement générées par l'amélioration des processus de fabrication (par le travail donc !) doivent maintenir la croissance des bénéficiaires et des taux de profit. C'est le but du «jeu». Le développement de politiques sociales financées au départ d'une répartition juste de ces nouveaux moyens, ça n'est plus jouer... Un «capitalisme social», paraît être une contradiction dans les termes. S'il n'est pas strictement régulé par les pouvoirs

publics ou étroitement soumis au contrôle ouvrier, ce système-là produit «spontanément» des inégalités, génère de la pauvreté et... réduit donc la démocratie.

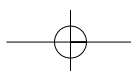
La menace écologique est également intimement liée à la mondialisation du «modèle» libéral. Ses logiques propres permettent-elles d'y faire face ? Manifestement non. Sans doute, certains secteurs profitables peuvent-ils se développer dans un «capitalisme vert» mais compte tenu de l'ampleur des problèmes, il n'y aura pas de solutions marchandes aux défis environnementaux. Parce qu'ils relèvent d'un bien commun inaccessible aux égoïsmes des marchés.

La crise résulte aujourd'hui des profondes contradictions internes du système. Elle présente de nombreuses facettes que soude une même caractéristique : l'âpreté au gain... Elle est alimentaire dans le sud de la planète, environnementale partout, sociale, financière, économique, idéologique et même morale !

Le capitalisme ne risque cependant pas de s'effondrer comme un arbre mort dans la bourrasque. Il n'y a que la création d'un véritable rapport de force qui sera susceptible de le transformer en une réalité moins inhumaine. Cela nécessite de rassembler tous les acteurs, individuels et collectifs, culturels et sociaux, intellectuels et pragmatiques, d'ici et d'ailleurs.

Bref survol des entreprises du Métal

Tant en Wallonie qu'à Bruxelles, on a vite fait de comprendre que la situation est catastrophique pour nos travailleurs. Du coup de frein sur la phase à chaud en sidérurgie liégeoise à la mise sous cocon des sites d'acier carolo en passant par Clabecq qui compte également des centaines de travailleurs en chômage économique, de *Caterpillar* à *Magotteaux*, de *Valeo* à *Carwall* en passant par *Twin-Disc* ou



Doosan, de Federal Mogul à Permec-Mustad, nous pourrions ici remplir des colonnes entières de noms d'entreprises qui introduisent les unes après les autres des demandes de dérogation à l'article 51 de la Loi de 1978 relative au chômage économique, qui changent leur régime de travail en 4 jours/semaine ou coupent de manière drastique dans leurs poses de travail. Et derrière chaque mesure prise, ce sont autant d'ouvriers et avec eux, leurs conjoints et enfants, qui rament et trinquent !

Pas touche au droit de grève !

Les sidérurgistes, les mécaniciens et autres sous-traitants, touchés de plein fouet par la crise rappellent aux patrons des multinationales assoiffées de fric que ce n'est pas aux travailleurs à payer les conséquences des aberrations du système capitaliste. Des milliers de travailleurs se voient contraints au chômage économique et des dizaines de milliers d'autres, sous

contrats précaires, se retrouvent purement et simplement à la rue.

Dans le même temps, les bénéfices des entreprises et les dividendes distribués aux actionnaires ont explosé : rien que pour le secteur des fabrications métalliques en Wallonie et Bruxelles, les bénéfices des entreprises ont augmenté respectivement de 27,5 %, 13,6 % et 20,9 % de 2005 à 2007¹. Et les dividendes distribués aux actionnaires sur ces bénéfices représentaient 91,2 %, 27,5 % et 42,8 % sur ces mêmes années. L'année 2008 a confirmé ces tendances.

Dans le même temps, certains patrons croient qu'ils peuvent impunément cracher sur la Wallonie et sur le monde du travail, comparant l'identité wallonne à « *un vulgaire chiffon rouge représentant un obstacle aux investissements étrangers* »². Un affront insupportable pour tous ceux qui connaissent la véritable histoire de la Wallonie et pour ceux qui se sont battus pour que les droits des travailleurs

soient respectés, créant les bases de la concertation sociale.

Mais au delà des insultes, c'est au droit légitime des travailleurs de faire grève que le patronat voudrait s'attaquer. Alors que la tendance à la grève s'inscrit ces dernières années largement à la baisse en Wallonie et à Bruxelles, la fédération patronale du Métal, *Agoria*, se jette de plus belle dans un combat idéologique contre le droit de grève.

Soyez convaincus, camarades, que la MWB-FGTB ne fera aucune concession en la matière. À ceux qui veulent tuer le droit de grève et fragiliser la démocratie, nous répondons clairement que tant qu'il y aura des patrons pour exploiter les travailleurs, il y aura des syndicalistes pour se dresser devant eux.

Nico CUE

Secrétaire Général MWB-FGTB

¹ Source Belfirst - MWB.

² Déclaration de Philippe Schleicher, administrateur délégué de Techspace Aero, à la Commission Zenobe (29/01/09).

Les travailleurs de Rossel en lutte !

Le groupe Rossel, qui édite entre autres le journal *Le Soir*, se porte très bien. La direction profite tout simplement de la période dite de crise pour procéder à une Xème restructuration et a annoncé sa volonté de licencier 54 personnes (16 ouvriers, 38 employés dont 20 journalistes). Au passage, le patronat a également décrété qu'il ne pourrait appliquer les accords interprofessionnels dans cette entreprise et n'accorderait donc pas les primes de 150 € en 2009 et 250 € en 2010. Il faut ajouter à cela une liste - digne de Prévert ! - de mesures ponctuelles d'économies. Pour n'en citer qu'une : « les tasses de café gratuites seront recomptées : une tasse et demie par personne et par jour »....

Les travailleurs ne sont pas disposés à se laisser faire. Un bon vent (comme on dit dans la presse) a amené à la rédaction du DR le communiqué de la Délégation Syndicale dont voici des extraits :

« Nous vous avons réuni en assemblée générale, ce jeudi, afin de faire le point sur les négociations en cours dans le

cadre du plan de restructuration lancé par la direction, le 13 janvier. Ces négociations avancent peu et mal, la direction refusant d'améliorer les conditions de départ (prévisions, départs volontaires, licenciements négociés) et d'aborder les alternatives possibles (réduction du temps de travail, crédit-temps...). Nous avons soumis des propositions à la direction qu'elle a systématiquement balayé d'un revers de la main.

Au bout de six (longues) réunions, nous avons constaté en délégation, et aux côtés des représentants des sociétés de rédacteurs et de l'Association des Journalistes professionnels (AJP), que rien de concret ne ressortait de ces "négociations". C'est pourquoi nous vous avons demandé de voter un préavis de grève qui sera déposé dès lundi, afin d'inciter la direction à tenir compte de nos propositions. Ce préavis a été voté à la quasi unanimité des personnes présentes (une grosse centaine) à l'Assemblée générale (un seul refus a été acté).

Plus que jamais, nous comptons sur votre soutien, votre solidarité, et votre

force de mobilisation. De la cuisine à la rédaction, en passant par la compta, le prépresse, le marketing ou la régie, nous sommes tous concernés. Votre délégation SetCa-Rossel »

Un aspect remarquable dans cette mobilisation est l'union enfin rencontrée des différentes catégories de travailleurs : ouvriers et employés et... journalistes, qui se rendent compte qu'eux aussi, sont des prolétaires n'ayant à vendre que leur force de travail. Quant aux patrons de presse, et principalement ceux de Rossel, ils sont des capitalistes comme les autres, ils attaquent les conquêtes syndicales, pressent les travailleurs comme des citrons et les jettent à la porte dès qu'ils peuvent. La crise financière et économique mondiale est une bonne occasion pour éliminer des concurrents, lancer leur nouveau plan de restructuration et sauvegarder leurs bénéfices aux dépens des travailleurs.

CLAUDINE PÔLET,
correspondant

LISTE PC-GE: DIX VIRAGES A GAUCHE POUR CHANGER L'EUROPE

Partant du programme commun défendu à travers toute l'Europe par les 30 partis et 400.000 membres du PGE, nous avons extrait dix thématiques fortes qui constituent le cœur de notre projet de rupture et de re-fondation de l'Europe pour le scrutin européen du 7 juin 2009.

La seule Europe qui se construit est celle du Capital contre les peuples. Une Autre Europe est possible et nécessaire, une Europe démocratique, laïque, sociale, écologique, solidaire et pacifique, une Europe qui se bâtit démocratiquement dans l'intérêt des peuples, qui mette en pratique une véritable égalité Femme/Homme, qui instaure un nouveau mode de production et de consommation réellement écologique, qui rompt avec les logiques de profit et de concurrence du capitalisme et avec le productivisme, qui soit ouverte sur le monde et dont la politique extérieure ne soit soumise à aucune pression extérieure.

Des structures démocratisées pour une U.E. refondée

Nous sommes pour une rupture radicale avec le modèle de construction néo-libérale de l'U.E., pour une re-fondation démocratique de l'Europe et de ses institutions et l'abolition des traités non démocratiques de l'acte unique aux traités de Maastricht et de Lisbonne. Pour une direction démocratique et une réforme des statuts et des missions de la Banque Centrale Européenne, pour le remplacement du pacte de stabilité, qui cadenasse les salaires et les dépenses publiques, par un pacte social axé sur le développement humain.

Le travail plutôt que le Capital

Nous sommes pour une Europe qui privilégie l'intérêt, le bien-être et l'émancipation de ces citoyens, travailleurs/euses et allocataires sociaux (pensionnés, demandeurs d'emploi, handicapés, etc.) face au capital. Pour une revalorisation du niveau de vie, notamment par une augmentation des salaires et des allocations sociales. Plus aucun citoyen européen ne doit vivre sous le seuil de pauvreté. Nous refusons le concept de "flexicurité" inscrit dans la stratégie de Lisbonne. Nous exigeons un salaire minimum européen qui représente au moins 60% du salaire moyen national et qui ne mette pas en danger les conventions collectives.

Nous sommes pour une Europe qui favorise la réduction du temps de travail à l'échelle européenne afin de lutter contre le dumping social, contre le chômage, et non contre les chômeurs/euses. Concrètement, le PC Wallonie-Bruxelles se prononce en faveur d'une réduction du temps de travail à 32h par semaine sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

Une fiscalité juste

Pour une Europe au service des citoyens et non de l'argent, nous prônons l'instauration d'une taxation du capital au niveau européen (accompagnée e.a. par une taxe Tobin et la fin des paradis fiscaux). Pour un puissant organisme bancaire et de crédit, public, géré et contrôlé démocratiquement. Pour une fiscalité plus juste, qui restaure une plus grande progressivité de l'impôt. Pour une réorientation des moyens financiers vers les besoins réels de la population : logements, services (crèche, aide aux personnes âgées, etc.), infrastructures collectives, culture et loisirs.

Défense et promotion d'un secteur public fort

Nous sommes pour la défense et la promotion de services publics accessibles à tous et de qualité, pour la lutte contre les processus de libéralisation, de privatisation et/ou démantèlement imposés très souvent via l'UE et dont on voit aujourd'hui les conséquences dramatiques. Nous ne voulons plus de privatisations de services et de biens publics, mais nous exigeons au contraire une "re-municipalisation" ou une appropriation publique. Nous sommes pour des pôles publics forts (banques, énergie, poste, eau,...), pour restaurer le caractère public et le contrôle démocratique de tous les services publics privatisés, pour la mise sous statut public à échelle nationale ou européenne de certains secteurs stratégiques (énergie, enseignement, transport,...) ou constituants des monopoles naturels (distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, etc.).

Un Enseignement et une recherche préservés et revalorisés

Nous sommes pour une école solidement financée par les pouvoirs publics afin d'assurer des niveaux d'enseignement de qualité pour tous sans distinction d'origines. Nous sommes contre les politiques de privatisation rampante de l'enseignement et les conceptions mercantiles de l'activité éducative. Nous prônons un soutien important aux activités de recherche publique.

Une écologie sociale

Face au défi climatique et alimentaire, pour la défense d'une écologie de justice sociale, nous voulons mobiliser l'ensemble du potentiel social, technique et scientifique. Nous estimons que cela passe par une planification démocratique de la production dans une série de secteurs, seule garantie afin de permettre une transition vers une utilisation rationnelle des ressources (eau, énergies fossiles,...) disponibles et une transition rapide et massive vers les énergies renouvelables. Nous prônons également la mise en œuvre de politiques publiques d'économie d'énergie (aides aux particuliers, obligations aux entreprises). Le PC Wallonie- Bruxelles se prononce par ailleurs en faveur d'une sortie progressive (mais rapide) du nucléaire et pour une production d'énergie 100% renouvelable à terme.

LISTE PC-GE :

DIX VIRAGES A GAUCHE POUR CHANGER L'EUROPE

Nous sommes favorables à la mise en place rapide d'un nouveau traité international conforme au 4e rapport de la commission intergouvernementale sur le changement climatique et s'intégrant dans le plan d'action de l'Union européenne de 2007-2009. Nous réclamons au minimum : une réduction des émissions globales de 30% d'ici 2020 sur la base du niveau de 1990 et d'au moins 80% d'ici à 2050, une augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables d'au moins 25% d'ici à 2020, la réduction de la consommation totale d'énergie primaire de 25% d'ici à 2020 et l'augmentation de l'efficacité énergétique de 2% par an, y compris en limitant la consommation par tête d'habitant, une obligation d'efficacité pour l'industrie et les producteurs de marchandises à forte consommation énergétique. Nous sommes contre la réduction du protocole de Kyoto à un système marchand de quotas d'émissions.

Nous sommes opposés aux agro-carburants qui poussent à la hausse le coût des matières premières et plongent dans la faim les populations déjà les plus précarisées.

Une nouvelle politique agricole européenne

Nous refusons que l'agriculture soit soumise aux négociations de l'O.M.C., et nous sommes opposés à ce que l'agriculture devienne toujours davantage un terrain de manœuvre pour les acteurs néo-libéraux et les mesures libérales à travers le monde. Nous soutenons l'exigence de la souveraineté alimentaire.

D'un point de vue environnemental comme d'un point de vue social la PAC (politique agricole commune) est un échec cuisant. L'agriculture du 21e siècle doit au contraire correspondre à un aspect multifonctionnel: protection du matériel de reproduction végétale, garantie du droit des agriculteurs d'avoir leurs propres semences, application de programmes de développement de l'agriculture biologique et de l'agriculture vivrière et interdiction de l'utilisation des OGM pour la production d'aliments et de produits alimentaires, défense et valorisation des appellations d'origine y compris les marchés non européens.

Une Europe de la Paix et du désarmement

Pour une Europe indépendante, une Europe promotrice de paix, nous voulons lutter contre toute forme d'armée européenne et contre la soumission de la politique européenne à l'Otan. Nous sommes favorables à la dissolution de l'OTAN. Nous condamnons toute forme d'impérialisme et d'interventionnisme dans des Etats souverains de la part des pays de l'UE (e.a. Irak, Afghanistan). Nous luttons en faveur d'un Etat Palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, entre autres en remettant en cause les accords de coopération entre l'U.E. et Israël.

Une Europe solidaire et ouverte sur le monde

Nous voulons une Europe cosmopolite ouverte à l'immigration. Pas d'Europe forteresse qui rejette les gens dans la détresse. Nous exigeons un renforcement des droits des migrants à travailler partout où ils vivent dans l'UE. Une loi sur les migrations doit se concentrer sur l'intérêt des migrants et non sur l'intérêt des employeurs qui recherchent une main-d'œuvre à bon marché ce qui oblige des millions de migrants à travailler clandestinement. Nous refusons toute régulation ou directive dans l'Union européenne et ses pays membres qui impose l'expulsion. Ce qu'il faut, c'est une régularisation et un permis de travail valable pour la recherche d'un emploi. Nous rejetons le système existant "Frontex" de contrôle aux frontières et demandons l'annulation de tous les projets concernant l'application de la "directive droit au retour". Tous les centres de rétention doivent être fermés.

Une Europe laïque et ouverte, opposée à toute forme de discrimination

Nous sommes pour une Europe qui organise dans la pratique la lutte contre chaque discrimination basée sur le sexe, l'origine, l'âge, la couleur, la religion ou l'orientation sexuelle (à travail égal, salaire égal et pas de discrimination de carrière ou de fonction), Pour une Europe qui garantisse que l'interruption volontaire de grossesse soit partout garantie, libre et gratuite.

Nous sommes pour une Europe rompant avec toutes les dérives communautaristes et s'opposant à la doctrine du « choc des civilisations ». Pour une Europe laïque et ouverte dépassant les identités régressives culturelles, géographiques, historiques ou religieuses.

Candidats titulaires

Pierre EYBEN	Chercheur
Nicole CAHEN	Enseignante retraitée
Gilles SMEDTS	Ingénieur civil
Vasanthi FAGARD	Employée
Irène DUC	Employée
Claudine POLET	Employée
Edwin PENNINCKX	Ouvrier
Robert TANGRE	Instituteur retraité

Candidats suppléants

Malika EL BOUREZGUI	Employée
Didier CALUWAERTS	Employé
Harmony GONDRY	Étudiante
Annick LETECHEUR	Éducatrice
Henri PIROTTE	Comédien
Yves PIERSAUX	Enseignant

Elections 2009

NOTRE PROGRAMME REGIONAL

(Extraits..)

..Pour le retour au plein-emploi par une transformation profonde de l'activité économique

Avec près de 17% de travailleurs sans-emploi, le chômage reste très important en Wallonie. La situation est plus grave encore pour les femmes (20%) et pour les plus jeunes (25% pour les moins de 25 ans). Contrairement aux discours politiques, on ne constate aucune amélioration, le taux de chômage oscillant entre 15 et 18% depuis plus de 10 ans (Source : ONEM - IWEPS).

Dans ce contexte, il faut rappeler combien les politiques dites « d'activation » des travailleurs sans-emplois sont iniques. En 2008, des milliers de personnes auront été exclues du chômage (plus que les 3 années précédentes) ce qui est une façon insidieuse de faire peser le poids de l'aide sociale sur les communes et régions (via les CPAS). Le principal problème est le manque d'emplois et très peu le manque de motivation des chômeurs. Nous proposons le retrait du plan d'activation et son remplacement par un réel dispositif d'accompagnement respectueux des personnes, de leurs aspirations et de leurs contraintes. Surtout, nous proposons de créer des emplois

nouveaux, de diminuer le temps de travail et de stopper le recours systématique aux heures supplémentaires.

Une des raisons de cette situation est l'assujettissement trop important de notre économie à une industrie lourde qui a été broyée sous l'autel de la mondialisation (avec notamment une série de délocalisations) et/ou des restructurations (avec des hausses de productivité énormes couplées à des pertes massives d'emploi). Il convient aujourd'hui de redéployer économiquement notre région sur base de **deux piliers fondateurs** afin d'éviter que se reproduise la même mécanique:

un acteur public fort impliqué directement dans l'activité économique car notre économie a souffert et souffre énormément de l'incapacité des pouvoirs publics de réguler les acteurs économiques (on le voit bien avec le cas d'Arcelor à Liège et Charleroi). Etre aux commandes demeure la meilleure façon d'orienter et d'humaniser l'activité économique.

des structures plus locales, de haut savoir-faire, non délocalisables, utiles au bien-commun et soutenables sur plusieurs générations... »

WALLONIE : Listes PC-Gauche européenne

Premiers candidats

Charleroi	Jean-François Gonsette employé Belgacom
Thuin	Simon Mortelette pré-pensionné Gazelco
Brabant Wallon	Marc Carette cheminot
Dilant-Philippeville	Georges Gilles employé de la distribution
Namur	Robert Tangre instituteur retraité

**À BRUXELLES :
UNE EXPÉRIENCE UNITAIRE**

Roland Nyns

Après des discussions pas toujours faciles, quatre partis de la gauche de gauche ont réussi à s'entendre à Bruxelles pour la constitution d'une liste unitaire. Le cartel ainsi constitué est composé par le Parti Communiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Parti Socialiste de Lutte et le Parti Humaniste. Un accord est intervenu pour que la dénomination de la liste soit simplement l'énoncé des sigles respectives. Ainsi cette liste unitaire PC-PSL-LCR-PC sera menée par Roland Nyns du Parti communiste et comptera parmi ses membres de manière strictement égalitaire des candidats des autres partis ainsi que des indépendants.

BRUXELLES :**Liste unitaire PC-PSL-LCR-PH**

(Parti Communiste, Parti socialiste de lutte, Ligue communiste révolutionnaire, Parti Humaniste)

Tête de liste :

Roland Nyns, enseignant
Parti Communiste (PC)

Deuxième effectif :

Celine Caudron, animatrice
Ligue communiste révolutionnaire (LCR)

Troisième effectif :

Gilles Smedts, ingénieur
Parti Humaniste (PH)

Liste
20

Ils ont choisi LA BOURSE, nous choisissons LA VIE !

Privatisations, pollutions, chômage, guerres,
crises ... on change ? Pour nos enfants,
pour la planète, sortons du capitalisme !

Les candidats et candidates PC-GE à l'élection européenne



Pierre EYBEN 1er effectif

Porte-parole du PC et coordinateur francophone de l'initiative "sauvonslaposte.be" (Liège)



Nicole CAHEN 2ème effective

Enseignante retraitée et membre du bureau exécutif du PGE (Tohogne)



Gilles SMEDTS 3ème effectif

Candidat d'ouverture - Ingénieur civil et porte-parole du PH (Jette)



Vasanthha FAGARD 4ème effective

Employée (Bruxelles)



Irène DUC 5ème effective

Employée (Flémalle)



Claudine POLET 6ème effective

Candidate d'ouverture - Membre du Comité Surveillance Otan (Ixelles)



Edwin PENNINGCKX 7ème effectif

Ouvrier d'usine (Braine-le-Comte)



Robert TANGRE 8ème effectif

Conseiller communal et président du Secours Populaire Wallonie Bruxelles (Courcelles)



Malika EL BOUREZGUI 1ère suppléante

Employée et conseillère communale à Charleroi (Couillet)



Didier CALUWAERTS 2ème suppléant

Employé (Lesdain)



Harmony GONDRY 3ème suppléante

Étudiante (Le Roeulx)



Annick LETECHEUR 4ème suppléante

Candidate d'ouverture - Educatrice (Bruxelles)



Henri PIROTTE 5ème suppléant

Comédien et fondateur de théâtre de la Communauté (Waremmé)



Yves PIERSAUX 6ème suppléant

Enseignant (Bruxelles)



Parti Communiste - Gauche Européenne

PC-GE

Une autre Europe
est possible

La conférence de l'ONU à Genève :

La problématique du racisme sous la tutelle d'Israël ?

Une des premières importantes conférences des Nations Unies depuis l'élection du premier président noir des USA à été la conférence sur le racisme du 20 au 25 avril à Genève et une des premières décisions importantes, sur le plan international, de ce président fut de la boycotter. Avec lui, Israël, le Canada, Australie, Nouvelle Zélande, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Le prétexte : le risque que certains pays musulmans fassent approuver par la Conférence la condamnation du racisme institutionnel d'Israël. Pourtant ces textes furent sensiblement modifiés sous pression des Etats Unis et ne nommaient plus Israël!

Ce boycott est absolument injustifié si l'on considère que cette conférence a pour but de mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre le racisme depuis la première réunion en 2001, à Durban en Afrique du Sud où, déjà, les USA et Israël avaient claqué la porte pour les mêmes motifs. Pourtant ces conférences sont organisées dans un cadre réellement démocratique où aucun pays n'a le droit de veto! Ainsi, en 2001, une exigence des pays africains réclamant des réparations pour les ravages provoqués par l'esclavage, ne fut pas acceptée par la majorité. D'ailleurs, le communiqué final se limitait à parler de «la détresse des Palestiniens» et du droit d'Israël à la sécurité. Le projet de déclaration de Durban II ne mentionnait pas Israël, mais conservait la référence à la «détresse des Palestiniens».

Selon le témoignage de la journaliste Diana Ralph : "La conférence de Durban I, fut un événement destiné à mettre fin au racisme sous toutes ses formes. Pour les victimes, cela soulevait un immense espoir... Les seuls pays qui ont quitté honteusement la conférence, furent Israël et les USA. La déclaration de Durban et le programme d'action visaient les préoccupations des descendants africains, des aborigènes, des Dhalit (les intouchables) des Rom, des migrants, des réfugiés, des deman-

deurs d'asile, et beaucoup d'autres minorités. Ces textes condamnent l'esclavage, le trafic d'êtres humains, et demandaient réparation. Ils demandaient des actions concrètes pour contrecarrer les causes du racisme : la pauvreté, la guerre et l'inégalité sociale. Parmi tous ces points, il y avait aussi la condamnation de la discrimination contre les Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne.

Les rares textes antisémites distribués alors par certaines ONG ont été rejetés par la grande majorité. Sur 180 pages, seuls 250 mots parlaient de la problématique Israélo-Palestinienne, tous respectaient scrupuleusement les Juifs et Israël ! » Dans le texte d'origine pour la conférence de 2009, la phrase rejetée par Israël et ses alliés parlait de la « force d'occupation pratiquant une politique raciste » ce qui paraît tout de même modéré si on pense aux pratiques de l'armée israélienne pendant sa récente agression contre Gaza. Ce n'est pas par hasard si le nouveau gouvernement israélien, dont siègent trois partis ouvertement racistes, a déjà refusé toute forme de collaboration avec la commission d'enquête des Nations Unies sur d'éventuels crimes de guerre et si le Premier ministre Netanyahu a déclaré son intention d'exiger des Palestiniens la reconnaissance d'Israël en tant qu'état juif. Comment ne pas s'inquiéter !

La Haute Commissaire indienne de la conférence, Navy Pillar s'est déclarée choquée et déçue par ce boycott. Dans un texte publié le 20 avril par 'The Guardian' elle déclarait :

« Aucun pays n'est libre de racisme, discrimination ou xénophobie. Ce ne sont pas des problèmes existant seulement au Nord ou au Sud. Ils se donnent sur toute la planète. L'Holocauste, et plus récemment les guerres dans les Balkans et le génocide au Ruanda, ont montré comment les formes de violence raciste sont une menace constante. Et il y a une myriade d'exemples a plus petite

échelle qui sont tolérés ou ignorés alors qu'ils rendent difficile la vie des millions de personnes. L'islamophobie, l'antisémitisme, la christianophobie ... sont inacceptables... Nous devons faire face à ces menaces, car elles peuvent miner la paix et la sécurité pour des pays et même des régions entières. » Il est scandaleux de voir que les gouvernements israéliens successifs, soutenus par les Etats Unis et autres pays complices, agitent l'épouvantail de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont accusés de non-respect du droit international et des droits de l'homme. Ainsi, toutes les dérives contre les Palestiniens sont désormais possibles et toutes les agressions à venir, y compris celle préparée de longue date contre l'Iran, risquent de rester impunies ou même légitimées.

CRISTINA GAY

Mise au point

A propos de l'article « Prague 68 : un colloque et quelques silences »

L'article de notre collaborateur Pablo Rodriguez, paru dans le dernier numéro du DR, a suscité quelques réactions quant à l'interprétation de la contestation et de la révolte survenues dans les pays du socialisme dit réel. Notons, tout d'abord, que ce texte fut publié sous la rubrique « Opinion » (et n'engage donc que son auteur) et surtout que notre journal se veut une publication ouverte au débat d'idées et à la confrontation respectueuse des points de vue, seule manière, selon nous, d'enrichir les réflexions et enseignements que la gauche marxiste devra tirer de sa propre histoire. Finalement, notre collaborateur nous prie d'insister sur un fait qu'il dit avoir omis de souligner suffisamment dans son article, à savoir l'excellente idée dont émane l'organisation de ce genre de colloques ; initiative qui va justement dans le sens de réactiver la culture de débat que nous venons d'évoquer.

LE COLLECTIF DU DR

Le sommet de la triche

Ils se sont réunis à Londres, les grands de ce monde. Tous, puisqu'également des « nouveaux grands », ou « pays émergents » pour utiliser la terminologie consacrée. Ainsi le G-8 est devenu, l'espace d'une petite semaine, dite historique, le G-20. « Ce sera le 'Bretton Woods' du XXIème siècle s'est empressé de déclarer Gordon Brown pour donner une idée de l'importance de l'événement, tandis que son collègue Nicolas Sarkozy se proposait, rien de moins, que de « refonder le capitalisme ». A la sortie, cette montagne a accouché d'une souris et d'un cadavre. En effet, mis à part quelques nouveautés de gestion technique des flux financiers, la réunion de Londres deux des piliers du système n'ont pas été touchés: le « hold-up » monétaire, qui fait que le dollar reste la devise d'échange planétaire sans partage, n'a même pas été discuté au-delà d'une timide déclaration du président russe, commentée par son collègue chinois. Ainsi, *Wall Street* continuera à dicter au monde sa politique monétaire et la Réserve américaine fera marcher à sa guise la planche à billets verts sous couvert de nouveaux prêts à l'Etat. En attendant, le reste du monde n'a qu'à se taire, et à payer, l'énorme machine inflationniste qui s'annonce. Par ailleurs, le sommet a voulu faire semblant de combattre les 'paradis fiscaux' et a établi une liste ou ne figurent précisément pas ceux qui sont, et de loin, les plus actifs, à commencer par la *City* de Londres elle-même. Ce qui a conduit Jacques Attali, qui n'est pourtant pas un gauchiste invétéré, à dire que « les grands vainqueurs [de ce sommet] sont le monde de la finance anglo-saxonne qui a réussi à passer à travers les gouttes » et à conclure : « si ça marche, les profits iront aux banques, si ça ne marche pas, les pertes iront aux contribuables ».

Dix ans déjà : le bombardement de la Yougoslavie

C'est dans un silence quasi total que les médias commémorent ce qui fut un de plus lâches crimes des dernières décennies : le bombardement de la Yougoslavie par les forces de l'OTAN pendant près de 80 jours. Ce silence contraste

avec l'énorme tapage fait par les mêmes médias pour justifier et surtout préparer l'esprit des populations à l'exécution d'un tel crime. Jean-François Kahn, directeur de l'hebdo français *Marianne*, avait qualifié cette campagne comme « la plus gigantesque manipulation médiatique des temps modernes ». De son côté, Bernard Kouchner était d'avis qu'il s'agissait de « faire triompher nos valeurs », tandis que le Vert (tendance kaki) Daniel Cohn-Bendit choisissait la surenchère en réclamant une invasion terrestre.

Bien entendu, il ne s'agit pas d'ignorer, et encore moins de justifier, les divers nationalismes rétrogrades, y compris serbes, qui furent les protagonistes de ce conflit meurtrier. Il s'agit plutôt de ne pas oublier que ces différends furent savamment attisés et utilisés pour de puissants et inavouables intérêts. C'est ainsi qu'il est désormais clairement établi que l'Allemagne de Kohl avait commencé, bien avant le déclenchement des guerres, à organiser l'éclatement de la Yougoslavie et à soutenir et financer les mouvements séparatistes pour mieux assurer sa mainmise sur la région ; que le Vatican faisait de même dans le cadre de ses vieilles complicités croate et slovène. Que les Etats Unis, d'abord distants, décidèrent d'intervenir à fond lorsqu'ils voulurent retirer de mains germaniques devenues trop ambitieuses le contrôle de la situation.

Ainsi, dix ans après les bombes, on assiste à la même ardeur, mais cette fois pour assurer un grand silence. A croire que lancer de dizaines de milliers d'obus contre un pays européen, organiser plus de 5000 raids aériens, provoquer la mort de plus de 2000 personnes, sans parler de la destruction, délibérée et méticuleuse, des ponts, des usines, des sources énergétiques, que tout cela est d'une si grande banalité que ces faits ne méritent aucun regard rétrospectif; que les mentors de telle intervention n'ont aucune obligation, ne fut-ce que morale, de rendre des comptes sur le pourquoi de leur œuvre et les résultats de leur action.

Des Rolex et des 'conex'

Lorsqu'il y a quelques années, lors d'une émission TV de Frédéric Mitterrand, l'homme d'affaires et publiciste, dit de gauche, Jacques Séguéla, déclara, sans rire, que « la publicité est un pilier et un garant de la vie démocratique », le regretté humoriste Pierre Desproges émit, avec la finesse qui était la sienne l'interrogation suivante : « Jacques Séguéla est-il un con ? De deux choses l'une : ou bien Jacques Séguéla est un con, et ça m'étonnerait quand même un peu ; ou bien Jacques Séguéla n'est pas un con, et ça m'étonnerait quand même beaucoup ! ».

Interrogé récemment sur France 2, dans l'émission *Les 4 vérités*, sur l'image « ostentatoire » de Sarkozy et si cette image ne constituait pas « une erreur de communication », le publiciste répondit : « Comment peut-on reprocher à un président d'avoir une Rolex. Enfin, tout le monde a une Rolex. Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ! ».

Gageons que, de sa tombe, Desproges n'éprouve pas le moindre début d'étonnement.

PABLO RODRIGUEZ

Dernier minute :

le Pape et la grippe porcine

LA COHERENCE DE BENOIT XVI

Selon nos correspondants au Vatican Joseph Ratzinger aurait déclaré que le port de masques risque d'aggraver les conséquences de l'épidémie de grippe porcine. Il a conseillé de s'abstenir de respirer.



Le cycle vicieux de violence de l'Otan

Le cycle vicieux de violence de l'Otan. Où qu'elle aille, l'Otan crée des menaces. C'est son fond de commerce. Que ce soit en Afghanistan ou à Strasbourg, la présence militaire étrangère provoque la rébellion violente, surtout de la part de jeunes gens qui veulent relever le défi. Leur rébellion sert à justifier une augmentation de violence répressive. Et ainsi de suite...

Ce cycle était visible le 4 avril à Strasbourg, où plusieurs milliers de policiers et un petit nombre de casseurs du *Black Block* ont volé la vedette à ce qui aurait dû être le début d'un nouveau mouvement de masse européen contre l'Otan. La manifestation pacifiste fut écrasée et désintégrée par la police en armes, pendant que des jeunes aux capuchons noirs jetaient des pierres, cassaient des vitres et mettaient le feu aux bâtiments.

Provocateurs contre provocateurs

Dans ce cycle de provocation, il n'y a aucun doute que c'est l'Otan qui a commencé. La célébration ostentatoire du 60ème anniversaire de l'Alliance, tenue dans les trois villes rhénanes de Strasbourg, Kehl et Baden Baden ce jour-là, constituait une insulte aux citoyens. Après tout, si les dirigeants de "l'Occident démocratique" sont tellement appréciés, pourquoi faut-il transformer les villes qui les reçoivent en forteresses assiégées pour les accueillir ? Si les Européens bénéficient de la protection de l'Otan, pourquoi les tenir à distance de leur bienfaiteurs ?

Mais bien sûr l'Otan n'est pas une force de défense. Depuis l'agression contre la Serbie il y dix ans jusqu'au borbier afghan aujourd'hui, l'Otan se transforme progressivement en force expéditionnaire destinée aux interventions lointaines. Les mesures de sécurité draconiennes appliquées à trois villes européennes plutôt conservatrices, enfermant les habitants dans leurs logements, ressemblaient à une occupation étrangère. Malgré la grande – peut-être passagère – popularité

d'Obama, le sommet de l'Otan a illustré l'écart qui se creuse entre les peuples et leurs dirigeants politiques. Grand « communicateur », le Président des Etats-Unis s'est efforcé de persuader les Européens qu'ils sont encore plus menacés par Osama bin Laden et Al Qaeda que les Américains, et doivent donc payer leur tribut en impôts et en soldats pour éliminer cette menace quelque part en Afghanistan, si ce n'est au Pakistan ou ailleurs. Les médias européens ont pu distraire le public de cette notion saugrenue en braquant l'attention sur la tenue vestimentaire de Michelle Obama. Mais, entre temps, des dizaines de milliers de citoyens européens se dirigeaient vers Strasbourg dans l'espoir de manifester leur désaccord. Ils avaient des arguments à faire entendre. Ils ont fini étouffés dans des nuages de gaz lacrymogènes, et ont été traités comme des bêtes.

La responsabilité du fiasco

La responsabilité de ce fiasco est partagée. De loin, les plus responsables sont les forces de l'ordre qui ne cessent de durcir leurs modes de répression partout en Europe. Sous le regard des hélicoptères, les divers policiers, gendarmes et CRS pratiquent la technique d'origine anglaise de *kettling* qui consiste à diviser et à enfermer les manifestants à l'intérieur de petits espaces séparés, parfois entourés de barrières métalliques. Les êtres humains sont traités comme du bétail. Plus de dix mille policiers ont employé un arsenal d'armes anti-personnel contre un nombre comparable de manifestants sans défense. Des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des armes à « son et lumière » ont d'abord mis fin aux discours avant d'égarer les manifestants dispersés et désorientés. Tout cela a fini dans un chaos total.

Ce fut le résultat recherché. Mais une part de responsabilité incombe aux organisateurs, un collectif de groupes français dont aucun n'avait l'autorité pour imposer un plan cohérent. Ainsi,

le doyen de ces groupes, le Mouvement de la Paix, a fini par exercer la plus grande influence sur les décisions, notamment celle d'accepter le choix du site du rassemblement offert par la Préfecture. Au lieu de pouvoir se rassembler sur une place publique et de défiler dans les rues de Strasbourg sous les fenêtres des habitants, avec leurs banderoles, leurs slogans et leurs pièces de théâtre de rue, les manifestants furent exilés sur une île périphérique entre le Rhin et un grand canal dans une zone industrielle. Les deux seuls ponts permettant l'accès du côté français étaient faciles à bloquer pour les forces d'ordre. Il suffit de regarder un plan pour voir qu'il s'agissait d'un piège, et, sur le terrain, le dénivellement rendait celui-ci pire encore. Situé à quelques huit kilomètres de la gare, un jour où tout transport public était suspendu, le site était difficile à atteindre. De plus, le point de rassemblement et le parcours imposé étaient quasi invisibles, coupés de toute communication avec le public. Et la souricière donnait l'avantage à la police pour exercer ses méthodes de répression. Pourtant les organisateurs ont accepté ce site inacceptable – sans même fournir un service d'ordre pour guider et essayer de protéger les manifestants.

Il est vrai que, en échange, la Préfecture avait fait certaines promesses – non tenues. Les ponts et rues qui devaient rester ouverts pour permettre aux manifestants de gagner le rassemblement sur l'île se trouvaient bloqués par la police, provoquant les premières échauffourées. Curieusement, plusieurs milliers de manifestants pacifistes furent bloqués sur la rive allemande du Rhin, sans jamais pouvoir rejoindre le rassemblement, tandis que des *Black Block* allemands y parvenaient. En général, la police a traité les pacifistes comme l'ennemi dans une guerre civile, sans protéger les personnes ou les biens de la minorité violente.

Le rassemblement, tenu dans un creux sur l'île, était perturbé par le spectacle d'un hôtel voisin consumé par les flam-

mes. Les haut-parleurs cédaient au bruit des hélicoptères. Le défilé programmé n'a jamais pu se faire. Des manifestants désorientés étaient abandonnés à eux-mêmes lorsqu'ils tentaient d'échapper aux gaz lacrymogènes à travers un labyrinthe de contrôles policiers.

Le Black Block

Les pacifistes ne pouvaient concurrencer les casseurs du *Black Block*, pourtant beaucoup moins nombreux. Contrairement aux pacifistes, ils paraissent, sur les vidéos, comme étant maîtres de leur propre jeu, en combat avec la police. Il est probable qu'ils en éprouvent fierté et satisfaction.

Après le désastre de Strasbourg, il est clair que, pour survivre et se développer, le mouvement anti-Otan doit faire face à trois problèmes : ses propres faiblesses organisationnelles, la répression policière et le *Black Block*.

Question fréquente : les casseurs du *Black Block* sont-ils des provocateurs travaillant pour la police ? Incapable d'enquêter sérieusement sur cette question, ma propre réponse intuitive est : « subjectivement non, mais objectivement oui ». La plupart croient sans doute qu'ils sont en train de « combattre le capitalisme », comme ils le proclament. Mais objectivement ils arrivent à fournir un prétexte à cette même répression policière qu'ils combattent avec tant d'élan. Un mouvement intelligent contre l'Otan doit essayer d'appliquer l'alternative à la guerre – l'argumentation rationnelle – en toutes circonstances. Nous devons débattre avec les gens qui se trompent sur l'Otan, pour expliquer sa nocivité. Et nous devons débattre avec ceux du *Black Block*, pour signaler ce qui ne va pas dans leur forme de protestation.

En faisant l'hypothèse que les participants aux actions du *Black Block* ne sont pas tous des policiers déguisés, je les inviterais, si j'en avais les moyens, à prendre en considération plusieurs idées.

Les combattants du *Black Block* devraient mettre en question leurs pro-

pres motivations. Tout au long de l'histoire, des jeunes gens s'amuse à se mettre en bande pour combattre un ennemi. La testostérone et l'adrénaline ne sont pas des arguments politiques. Elles peuvent être des stimulants très efficaces, mais il faut qu'elles servent des objectifs bien choisis et bien clairs. Ces combattants devraient penser à l'effet de leurs actions sur la masse des citoyens, qui peuvent être indécis politiquement. La violence gratuite attise le sentiment d'insécurité des citoyens, au profit des forces d'ordre de l'Etat. Ils devraient reconnaître que leurs actions

inutiles dans ce cas précis). Et pourquoi mettre également le feu à une pharmacie qui servait les résidents plutôt modestes de ce quartier déshérité ?

Un mouvement d'opposition peut être acculé à la violence, comme la résistance des Palestiniens. En Europe, on n'y est pas encore, et le terrain de la violence est le terrain de l'adversaire, celui où il excelle. Tant qu'il existe d'autres moyens d'opposition politique, il faut les inventer, les explorer, les développer.

Que faire?

L'année 2008 fut un vrai tournant, avec deux événements de très grande portée qui changent, petit à petit, la vision du monde que peuvent avoir la plupart des gens : l'effondrement financier et l'attaque israélienne contre Gaza. Les répercussions s'en feront de plus en plus sentir. Elles préparent le terrain pour l'opposition massive des peuples aux puissances financières et militaires qui dirigent l'Occident et qui s'efforcent toujours, à travers l'Otan en particulier, d'imposer leur domination au monde entier. Il y a des indices que le pouvoir reconnaît le danger et prépare des technologies de répression pour contrer les révoltes à venir. Il est urgent de fournir des alternatives politiques en termes de programmes et d'organisation. Il faut inventer des moyens variés pour communiquer les uns avec les autres afin d'élargir un mouvement cohérent capable de combattre la militarisation de la société et de construire une économie centrée sur les véritables besoins des êtres humains. En tout cas, toute manifestation future contre l'Otan doit se doter de son propre service d'ordre. On ne peut pas mélanger des manifestants pacifiques avec les casseurs qui cherchent ce que cherche la police : les heurts violents.

DIANA JOHNSTONE

Diana Johnstone est l'auteur de *La Croisade des fous : Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*, Le Temps des cerises, 2003.



Source : Le Canard Enchaîné du 08/04 avec l'aimable autorisation de son auteur. Merci Jaček !

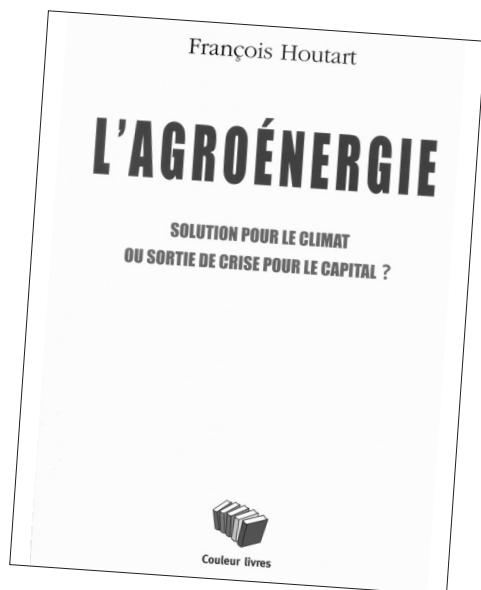
aident la police à chasser des manifestants pacifiques des rues.

Les *Black Block* doivent se demander pourquoi certains d'entre eux ont pu casser les vitres de l'hôtel Ibis sur l'île du Rhin à Strasbourg, puis y mettre le feu de façon méthodique, sans la moindre intervention policière. Cet incendie impressionnant dévora l'hôtel pendant plus d'une heure avant l'arrivée des pompiers. Ce spectacle servit parfaitement à faire peur aux manifestants et à hâter leur dispersion, puis à remplir les écrans de télévision avec la preuve que « les manifestants sèment la destruction ». Les autorités ont cité l'incendie comme justifiant leurs mesures policières (pourtant parfaitement

VOTEZ le 20 pour les élections européennes !

L'agro-énergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital ?

Le titre commence par un mot presque barbare, le sous-titre formule une question qui pourrait ne pas parler à tous, et pourtant le nouveau livre de François Houtart est un livre qui s'adresse à tout le monde, "sans distinction de race, de religion ou de croyance", pourrait-on dire.



A la crise économique et financière qui fait la une des journaux, le G20 vient de proposer une réponse formulée en termes de milliards de dollars - il est question de capital du FMI, de droits de tirage spéciaux, de vente d'or, de prêts à des conditions spéciales, etc. -, avec pour but de relancer et réactiver le modèle économique qui a coincé. Les maîtres-mots sont la dynamisation du système financier, la levée des entraves au commerce, la relance du binôme croissance-consommation.

Le livre de François Houtart part lui aussi d'un constat de crise, mais il en propose une vision beaucoup plus large. Il part d'un bilan des résultats du modèle qui a débouché sur cette crise, singulièrement sur le plan environnemental. Dans un langage clair et accessible à tous, il situe dans une perspective historique et universelle et propose une vision non cloisonnée des questions de l'économie, du climat, de l'énergie, de l'environnement et de la solution préconisée à la crise énergétique et climatique: les agro-carburants.

Cette analyse met en évidence l'impasse où a conduit le modèle économique qui s'est imposé à la planète et le caractère pluridimensionnel de la crise. Crise envi-

ronnementale, crise énergétique, crise climatique, crise alimentaire font en effet partie d'un seul et même tableau. Celui-ci est le fruit d'une logique économique - accumulation du capital, hyperconsommation et voracité énergétique d'environ 20% de la population mondiale, "foules inutiles" pour le 80% restant, car ne participant pas assez à la consommation et à la génération de "valeur ajoutée" - sous-tendue par l'exaltation du progrès illimité et le mépris des équilibres et des exigences de la nature.

Dépasant les spéculations théoriques des économistes de bureau et dénonçant les thèses entachées de propagande des acteurs présents sur le marché des agro-carburants, ce livre analyse la question sous un angle à la fois concret et global. Il montre comment à ce jour la solution préconisée a, dans de nombreux cas, aggravé les déséquilibres auxquels elle prétend répondre, mais analyse aussi les conditions dans lesquelles les agro-carburants pourraient apporter une contribution positive. Il aborde la question en mettant en évidence sa portée centrale et en rappelant à quel point l'utilisation d'énergie est au cœur de l'activité humaine et au centre d'un modèle de développement, d'un modèle de société et d'un modèle de relations Nord-Sud.

Fourmillant d'information, tissé de références aux études les plus importantes sur la question environnementale et énergétique, illustré par de nombreuses exemples de cas situés dans tous les continents, nourri enfin par une expérience personnelle, celle d'un homme qui ne cesse de parcourir le monde pour se mettre à l'écoute des uns et des autres, et notamment de ceux dont la voix ne se fait guère entendre, ce livre est celui d'un humaniste, d'un pédagogue, d'un penseur qui propose une analyse informée fournissant les clefs indispensables pour comprendre un thème de grande actualité.

MONIQUE MUNTING

François HOUTART, *L'agro-énergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital ?* - éditions 'Couleur livres', Bruxelles 2009

La 'grippe' brune.. en Ukraine ?

Ce 28 avril la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division SS « Galizien » installant à Lviv (Lwow), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux en l'honneur de cette Division. Le gouvernement ukrainien, par la voix de son ministre de l'intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative, la première du genre.

C'est donc officiellement et légalement qu'est installée depuis plusieurs jours dans les rues de Lviv, capitale de la Galicie (Ukraine occidentale) tout un équipement de propagande de la Division SS de Galicie avec comme mention : « Ils ont combattu pour l'Ukraine ». (*Pour rappel, ils étaient sous les ordres de Hitler et de Himmler*)

Selon le président des services de sécurité ukrainienne (SBU) Valentin Nalivaichenko, c'est sur commande de l'organisation « Svoboda » (néofasciste) et avec l'autorisation du Conseil municipal de Lviv que les panneaux ont été installés. Il n'y a rien en cela, a-t-il précisé, qui soit contraire aux engagements internationaux de l'Ukraine, il n'y a pas de mention « SS ». (*En effet. C'est comme si, en Belgique, on installait des panneaux publicitaires glorifiant la légion flamande « Langemark » ou la légion « Wallonie », sans préciser qu'ils s'agissait de divisions et brigades SS*)

Par ailleurs, d'après l'agence russe Regnum (5 juillet 2008), l'Ukraine « devrait » interdire les symboliques communiste et nazie, soit la faucille et le marteau (et l'étoile rouge) autant que la croix gammée. Tel serait, du moins, le contenu du projet de loi que s'approprient à déposer au parlement les partisans du président Viktor Iouchtchenko et une frange de la droite nationaliste.

Un tel projet viserait, non l'extrême-droite, dont seule une minorité arbore encore les insignes nazis, mais bien le parti communiste et d'autres formations d'extrême-gauche, influentes notamment à l'Est du pays.

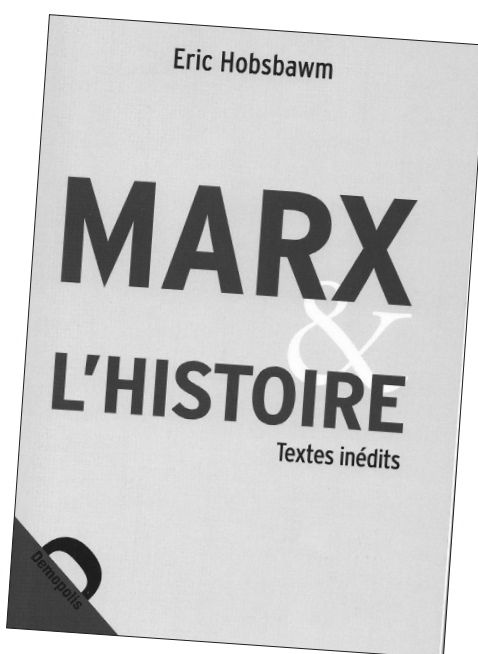
(CORRESPONDANCE DE ILYA PEROUN
PUBLIÉE DANS LE SITE WWW.RESISTANCES.BE)

Historien et marxiste : Oui c'est compatible !

Né en 1917, l'historien Eric J. Hobsbawm est un des grands historiens marxistes engagés politiquement dont l'œuvre est trop peu connue. Il n'est souvent connu, au mieux, que pour sa brillante analyse du XXe siècle L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle qui, dans un climat marqué par les théories de la « fin de l'histoire », fut boycotté par tous les éditeurs francophones avant que, il y a dix ans, Le Monde diplomatique s'allie avec les éditions Complexe pour permettre au lectorat francophone de lire cette œuvre magistrale.

« Le marxisme est loin d'être l'unique théorie structuro-fonctionnaliste de la société, bien qu'il puisse prétendre être la première d'entre elles, mais il diffère de la plupart des autres par deux aspects. Il insiste tout d'abord sur une hiérarchie des phénomènes sociaux (tels que la « base » et la « superstructure »), et ensuite sur l'existence au sein de toute société de tensions internes (« contradictions ») qui contrebalancent la tendance du système à se maintenir. L'importance de ces particularités du marxisme se situe dans le champ de l'histoire, car ce sont elles qui lui permettent d'expliquer – à la différence des modèles structuro-fonctionnalistes de la société – pourquoi et comment les sociétés changent et se transforment : en d'autres termes, les faits de l'évolution sociale »⁽¹⁾. Cet extrait illustre clairement la démarche historique d'Hobsbawm et ses choix de recherches. L'ouvrage *Marx et l'histoire* reprend dix textes, souvent des conférences, se situant entre 1968 et 1996. L'historien anglais y réfléchit sur le métier d'historien, sur son engagement, sur le marxisme, mais aussi sur le monde qui l'entoure. Et d'être très clair sur les enjeux dans lesquels il s'inscrit : « Dans un futur prévisible, nous devons défendre Marx et le marxisme, dans le domaine historique et en dehors de celui-ci, contre ceux qui les attaquent sur les terrains politique et idéologique. En faisant cela, nous

défendons aussi l'histoire, et la capacité de l'homme à comprendre comment le monde est devenu ce qu'il est aujourd'hui, et comment l'humanité peut marcher vers un futur meilleur »⁽²⁾. Citoyen et historien, historien car citoyen pourrait-on dire également. Car s'il insiste à de nombreuses reprises sur l'importance du respect des règles de la critique historique, sur le respect des faits, de la recherche des sources, Hobsbawm, universitaire internationalement reconnu, se positionne très loin



des universitaires retirés dans leur tour d'ivoire au nom de leur pseudo objectivité. Il apporte ainsi des réflexions importantes négligées parfois même au niveau de la formation des historiens. Sur les sources, il plaide notamment pour l'élargissement des champs d'investigation, car travailler sur l'histoire populaire ne peut se faire via les archives qui gardent la mémoire des dirigeants. Les sources orales, notamment, revêtent pour lui un intérêt capital. « Mais une telle démarche est rare, car pour la plus grande partie du passé, les gens étaient généralement illettrés. Il est plus courant de déduire leurs pensées de leurs actes. En d'autres termes,

nous fondons notre travail historique sur la découverte réaliste de Lénine : on peut exprimer aussi efficacement son opinion en votant avec ses pieds que dans un bureau de vote »⁽³⁾. L'utilisation de sources originales (dans tous les sens du terme) permet ainsi des trouvailles intéressantes et très significatives pour l'histoire sociale. Ainsi de cet exemple bien moins anecdotique qu'il n'y paraît : « Mais des prénoms purement laïques deviennent courants dans certaines régions au XIXe siècle, parfois délibérément non chrétiens, ou même antichrétiens. Un collègue florentin a chargé ses enfants d'une petite recherche sur les annuaires téléphoniques toscans afin de vérifier la fréquence de prénoms tirés de sources délibérément laïques – par exemple de la littérature et de l'opéra italiens (comme Spartacus). Il s'avère que cela correspond de très près aux zones d'ancienne influence anarchiste – davantage qu'à celles sous influence socialiste. Nous pouvons donc en déduire (et c'est également probable dans d'autres régions) que l'anarchisme était plus qu'un simple mouvement politique, et a eu tendance à présenter les caractéristiques d'une conversion active, un changement complet du mode de vie de ses adeptes »⁽⁴⁾.

En fait, Hobsbawm est d'autant plus objectif dans sa pratique d'historien qu'il reconnaît sa subjectivité. Il rejoint en cela un autre brillant historien, américain celui-là, Howard Zinn⁽⁵⁾ qui a très justement intitulé son autobiographie *L'impossible neutralité*.

JULIENDOHEIT

Hobsbawm, Eric, *Marx et l'histoire. Textes inédits*, Paris, Demopolis, 2008, p.48.

⁽¹⁾ *ibid.*, p. 81.

⁽²⁾ *ibid.*, p. 146.

⁽³⁾ *ibid.*, p. 148-149.

⁽⁴⁾ Sur Howard Zinn, voir: La subjectivité comme réelle objectivité et Une oubliée de l'histoire : Emma Goldman <http://juliendohet.blogspot.com>.

Lutter sur le terrain et dans les urnes..

Elections régionales en Bruxelles : Votez pour la liste unitaire PC-PSL-LCR-PH !

le drapeau rouge



**Ils ont choisi LA BOURSE,
nous choisissons LA VIE !
Rendons l'argent utile !**



Parti Communiste - Gauche Européenne

PC-GE

Une autre Europe
est possible

Ed. Resp. : R. Tangre - 11, rue Jules Pastre - 1050 Drogenbos - Ne pas jeter sur la voie publique

Liste
20

S'abonner et diffuser le Drapeau Rouge !

N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse d'opinion survit, (surtout lorsqu'elle dérange !)

Nous contacter : dr@belgi.net tel. 02 537 66 81 ou 0486 33 81 09

Sommaire

L'invité du DR

Pierre PIERART :
«Obama vise à renforcer l'OTAN»
propos recueillis par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

Social

Nico CUE
«Le capitalisme nuit gravement
à notre santé», pp. 4 et 5

Les travailleurs de Rossel en lutte
Claudine Pôlet, p. 5

Elections 2009

Européennes :
«Dix virages à gauche
pour changer l'Europe»,
pp. 6 et 7

Régionales :
La liste PC-GE :
«Pour une autre Wallonie», p. 8

A Bruxelles:
Une expérience unitaire de la gauche de gauche,
p. 8

Opinion

La conférence de l'ONU à Genève
La problématique du racisme
sous la tutelle d'Israël
Pablo RODRIGUEZ, p. 10

Chroniques du monde tel qu'il va

Le sommet de la triche, Dix ans : le
bombardement de la Yougoslavie,
Des Rolex et des "Conex"
Pablo RODRIGUEZ, p. 11

Opinion

Le cycle vicieux de violence de l'OTAN
Diane Johnstone, p. 12-13

Livres

L'agro-énergie,
de François HOIUTART
Monique Munting, p. 14

Historien et marxiste :
Oui c'est compatible !
d' Eric HOBBSAWM
Julien Dohet, p. 15

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **La Louvière:** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Bruxelles:** • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles. **Louvière. Liège:** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Gand:** • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek. • Press Shop Place de Brouckère. • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Gand:** • De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand.

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur
le bulletin de virement en communication. Merci !